

Législatives: retours de campagne...

Préparer l'avenir et se mettre en situation d'exorciser les périls suppose, entre autres choses, de revenir sur les dynamiques politiques qui, plus sûrement que la seule psyché présidentielle, ont conduit le pays au bord de la catastrophe électorale.

Pierre TARTAKOWSKY, président d'honneur de la LDH

L'immense « ouf! » du pays au lendemain du second tour des législatives est à la mesure de l'effroi d'après les européennes et de la stupeur que crée l'annonce d'Emmanuel Macron de dissoudre l'Assemblée nationale. La séquence qui s'ouvre alors avec la campagne des législatives va être rapide, brutale, traumatisante. La « clarification » souhaitée par le président de la République apparaît en effet comme l'opportunité rêvée pour le Rassemblement national (RN) d'accéder au pouvoir. La légèreté du propos présidentiel, son mépris affiché vis-à-vis de la représentation institutionnelle, camp présidentiel compris, provoquent dans le pays une incompréhension profonde, doublée d'un sentiment de trahison.

L'opinion publique est certes habituée à ce que le RN soit au centre des jeux électoraux, soit comme repoussoir soit comme source d'inspiration modèle, mais au vu de son score aux européennes, l'enjeu est vertigineux. Le pays est froidement livré par la décision d'un seul homme dans une roulette russe électorale, précipité dans l'inconnu, et risque de voir ses institutions et son avenir aux mains d'un parti dont le fondement idéologique assumé est de saper la notion d'égalité, celle-là même qui fonde le pacte républicain. Le calcul présidentiel est sans mystère: une gauche divisée ajoutée à une droite divisée et à un RN en forte progression vont conduire – contraindre serait plus exact – les électeurs et les électrices, une fois encore, à voter pour un « bloc central », autrement dit, pour Emmanuel Macron.

« Côté cour, il s'est agi de "clarifier" de "donner la parole au peuple"; côté jardin, en revanche, l'image de la "grenade dégoupillée" résume à elle seule le fond du propos. La violence qu'elle porte sera le diapason de la campagne. »

S'il reste difficile de faire la part des choses entre la réaction infantile d'un ego froissé et le calcul machiavélique, le résultat est, lui, sans mystère: un climat d'anxiété générale et de dépossession de son destin, un sentiment d'accélération et, surtout, d'urgence. La vie politique est toujours plus riche d'inattendus que ses représentations. Comme il serait vain de tenter une fresque complète de la campagne et de ses enseignements⁽¹⁾, il ne sera ici question que de quelques aspects et d'esquisses de réflexions.

Une campagne d'une rare violence

Le discours présidentiel qui inaugure en quelque sorte la campagne électorale n'a rien d'apaisant ni de rassembleur. Côté cour, il s'agit de « clarifier », de « donner la parole au peuple »; côté jardin, en revanche, l'image de la « grenade dégoupillée » résume à elle seule le fond du propos. La violence qu'elle porte sera le

diapason de la campagne. Le thème central, déjà bien rodé, sera celui de la mise en équivalence des « extrêmes » qui menacent le pays: « l'extrême droite » et « l'extrême gauche », comprendre le Nouveau front populaire (NFP). Déjouant les prévisions présidentielles, les partis de gauche se sont en effet regroupés autour d'un programme cohérent et chiffré, mettant en avant les urgences sociales et de transition écologique qui taraudent classes populaires et « budgets contraints »: retraites, salaires, prix de l'énergie... Sous couvert de dénonciation des extrêmes, le camp présidentiel, qui se pose en « pôle de raison », seul en mesure d'exorciser la menace d'une « guerre civile », axe toute sa communication contre le NFP. Non content de normaliser l'extrême droite par cette fausse symétrie, Emmanuel Macron lui emprunte vocables et réflexes. La reprise du terme « immigrationniste », les propos transphobes pour qualifier le programme du NFP d'« ubuesque » sont autant de *teasings* en direction de l'électorat d'extrême droite. Parallèlement, sur fond d'atrocités menées à Gaza, on voit se développer, à l'initiative de différents secteurs de la société civile et médiatique, un furieux procès en antisémitisme contre la gauche en général et La France insoumise en particulier⁽²⁾. Cette charge continuera pratiquement jusqu'aux derniers jours de la campagne, affaiblissant de fait le NFP tout en donnant quitus

(1) Cet article a été rédigé dans les deux jours qui ont suivi le second tour.

(2) On aura sans doute l'occasion de revenir sur ce sujet qui, à lui seul, mériterait un article entier.

au RN de sa kyrielle de candidats pleinement et ouvertement racistes, antisémites et complotistes. Il faudra pourtant attendre une sorte de sursaut d'entre-deux tours pour que tombe l'étrange cécité médiatique devant cette réalité très documentée par d'importants titres de presse.

La violence de la campagne a une assise solide : la dénonciation – à visage découvert ou à mots couverts – de l'étranger. Cette cible est plus centrale que jamais. Significativement d'ailleurs, on ne parle plus guère de sans-papiers, de migrant ou d'asile. Foin de ces distinguos : étranger dit l'essentiel, à savoir le rejet. Autour de cette figure menaçante convergent l'extrême droite, la droite, une large partie de la Macronie et des réseaux néorépublicains transfuges de la gauche. Tout ce monde disserte de la menace de submersion, promet une politique plus « ferme », bref, communient autour du « grand remplacement » et de la vertu de la « préférence nationale », puisque l'immigration serait le problème numéro un « des Français ». Sans grande surprise, on verra durant cette période se multiplier les actes et propos racistes et antisémites, n'épargnant ni les candidates ni les candidats, jusqu'à la porte-parole du gouvernement. Lorsque la boîte de Pandore est ouverte...

Quand le RN dicte l'agenda des débats

Cette haine xénophobe, alimentée sans relâche par les médias Bolloré, véritables agents électoraux, s'articule à d'autres menées, celles-là mêmes qui se déploient dans ce que Marx appelait « les eaux glacées du calcul égoïste ». Inquiet de la décision « irrationnelle » de la dissolution et de ses impacts possibles sur les marchés, le monde des affaires se distancie du camp présidentiel pour soutenir un « extrême ». En rupture avec ses habitudes depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le patronat, ses figures tutélaires et ses organisations s'accommodent à bas bruit d'une possible victoire du RN, préférée au « chaos économique ». Ils s'en arrangent d'autant plus aisément que, jour après jour, Jordan Bardella – déjà Premier ministre dans sa tête – revient sur ses promesses de campagne, singulièrement celles qui ont un

(3) L'ancien Premier ministre Edouard Philippe a assumé une rencontre – révélée par *Libération* – autour d'un dîner avec Marine Le Pen, Jordan Bardella et plusieurs hauts cadres du RN, en décembre 2023.

« La violence de la campagne a eu une assise solide : la dénonciation – à visage découvert ou à mots couverts – de l'étranger. Cette cible est plus centrale que jamais. Significativement d'ailleurs, on ne parle plus guère de sans-papiers, de migrant ou d'asile. Foin de ces distinguos : étranger dit l'essentiel, à savoir le rejet. »

contenu social. Certains grands patrons se prêtent donc – comme certains leaders de la droite – au jeu des déjeuners en ville⁽³⁾ et autres mondanités qui valent intronisation, au prétexte « *qu'après tout, cela ne changerait pas grand-chose...* ». Le point de vue de classe l'emporte alors sur toute autre considération.

La préférence nationale – qui surgit dans le débat sous la forme d'une stigmatisation des Français binationaux soupçonnés de déloyauté – vient bousculer ce cynisme tranquille. Dans une cacophonie d'inhumanité, ce surgissement de l'humain, de la personne, de son parcours d'individu, fonctionne comme révélateur, provoque une catharsis. Qualifiée de « *dérisoire* » par Marine Le Pen, la question du sort promis par le RN aux Français binationaux éclaire brutalement la dynamique d'exclusion de la « priorité nationale » et de la conception fermée, mutilée, qu'il a de l'appartenance nationale. Il faudra malgré tout attendre les derniers jours de la campagne électorale pour que des leaders de la majorité présidentielle et de la droite – pressés par leur propre électorat et la débâcle qui menace – divorcent d'avec les calculs présidentiels pour renouer avec l'impératif républicain d'opposition à l'extrême droite. Tandis qu'une partie des Républicains bascule dans l'alliance avec le RN, nombre de figures de l'ancienne majorité présidentielle – centristes compris – s'en tiennent avec obstination à un ni-ni qui revient, de fait, à fermer les yeux sur la nature profonde du RN et à le renforcer.

A la veille du second tour, la France, épuisée par une bataille électorale qui, loin d'apaiser le champ des tensions, n'a fait qu'exacerber ses inquiétudes, attend dans l'angoisse une catastrophe annoncée.

Quelques bonnes nouvelles du second tour

Le second tour des législatives accouche donc d'un véritable soulagement, au sens propre, celui de l'allègement d'une peine, d'une douleur morale, psychologique. Au-delà des informations immédiates sur le nombre d'élus, la répartition des voix par catégories socioprofessionnelles, niveaux de diplômes, tranches d'âges et territoires, il éclaire rétrospectivement plusieurs problématiques anciennes tournant autour de la qualité démocratique.

Au chapitre des bonnes nouvelles, il faut évidemment compter le taux de participation (67 %). Ce chiffre élevé atteste de la capacité du corps électoral à se mobiliser dès lors qu'il acquiert la conviction qu'un essentiel est en jeu et que sa mobilisation « fait la différence » dans le jeu politique. Cette manifestation d'intérêt à la chose publique en dit long sur la nature de la déshérence qui, depuis quelques décennies, frappe la représentation politique et ses mécanismes. La crise de confiance qui délite le champ du débat, de la consultation et de la décision collective s'enracine bel et bien dans la conviction que « cela ne sert à rien ». Ce grand désabusement, étayé par une longue histoire de revirements, de renoncements et de contournements au profit d'un « il n'y a pas d'alternative » stérilisant l'idée même de changement, conforte un ressentiment grandissant à l'encontre de décisions reçues comme lointaines, technocratiques, autoritaires et, surtout, de relégation, tant sociale que territoriale. D'où le paradoxe apparent d'une démocratie malade et d'un RN triomphant : en l'absence de débat démocratique, le ressentiment peut mener à tout, singulièrement au pire lorsqu'on lui offre un débouché pratique et immédiat, en l'occurrence, la détestation de l'Autre. C'est l'autre bonne nouvelle du second tour. La culture politique structurée par l'opposition gauche-droite reste vivante. En atteste d'abord l'extraordinaire mobilisation de secteurs entiers de la société civile – syndicats, associations, collectifs d'intellectuelles et d'intellectuels – pour mettre les partis de gauche au pied du



mur de leurs responsabilités. La capacité, ensuite, de ces mêmes partis à remiser en quelques heures leurs querelles pour se focaliser sur un double essentiel : faire barrage à l'extrême droite et jeter les bases d'un projet d'avenir. En témoigne enfin la dynamique gagnante du front républicain qui, malgré la répulsion profonde provoquée par la personne du Président, se met en place entre les deux tours, indiquant ainsi la résilience d'un « bloc de valeurs » transcendant le ressentiment et les affects partisans. La relégation du RN en troisième place, derrière le Nouveau front populaire et Ensemble, témoigne de l'efficacité de ce réflexe républicain, signe la défaite des stratégies de la peur

La relégation du RN en troisième place, derrière le NFP et Ensemble, a témoigné de l'efficacité du réflexe républicain, et signé la défaite des stratégies de la peur choisies par l'Elysée et l'échec du RN à se faire admettre comme un « parti comme les autres ». Ci-dessus les résultats définitifs au lendemain du second tour des élections législatives.

choisies par l'Elysée et l'échec du RN à se faire admettre comme « parti comme les autres », capable de gouverner sans déchirer le pays. La « génération Bardella » et le fameux « plan Matignon » n'y ont pas suffi. Cette efficacité reste toutefois très relative. L'échec du RN à conquérir la majorité parlementaire ne doit en aucun cas conduire à minorer sa progression en voix, en députés, en implantation territoriale et en adhésion à son idéologie xénophobe.

Un chantier à ouvrir sans délai

Si elle offre un sursis, sa défaite ne constitue pas une perspective. D'autant que la situation institutionnelle issue des législatives est, contrairement au vœu mis en avant par le président de la République, chaotique et confuse, aucun parti n'ayant à lui seul une majorité absolue. Reste que cette phase politique accélérée permet plusieurs réflexions à court et moyen terme. La première réflexion touche aux institutions et à la Constitution : le scrutin uninom-

« La culture politique structurée par l'opposition gauche-droite reste vivante. En atteste d'abord l'extraordinaire mobilisation de secteurs entiers de la société civile pour mettre les partis de gauche au pied du mur de leurs responsabilités. »



© DR

minal majoritaire à deux tours, conçu pour «fabriquer» des majorités avec des minoritaires en voix, a fait la démonstration de son caractère toxique. Il est urgent de lui opposer une autre logique de représentation faisant une large part à la représentation proportionnelle, condition et gage d'un débat démocratique.

La deuxième réflexion concerne les partis politiques et le désamour qui les frappe, nourrissant la « crise de la politique » et de ses représentations. L'épisode des législatives montre qu'il n'y a aucune fatalité de ce côté et que la rencontre de dynamiques populaires et d'une mobilisation des appareils de partis est une formule gagnante, à condition que, une fois passée l'élection, les partis et singulièrement ceux de gauche «servent à quelque chose», restent articulés

à ces mêmes dynamiques populaires. La culture politique enracinée dans la Constitution de la V^e République les pousse au contraire à ne servir qu'à la conquête de la présidence et, pour ce faire, à s'enfermer dans une alternance de dénonciations, de promesses et... de renoncements. Face à cette mécanique triste, il serait souhaitable de trouver les voies heureuses d'une articulation entre projet politique, expertises et expériences sociales, autour de ruptures, qu'il s'agisse de «bien travailler», de consommer autrement, de vivre pleinement sa vie. Autrement dit, d'œuvrer quotidiennement à une double pédagogie de compréhension des crises en cours, de leurs enjeux et de mises en œuvre de «solutions» concrètes conduites indépendamment de l'agenda électoral.

« L'épisode des législatives montre que la rencontre de dynamiques populaires et d'une mobilisation des appareils de partis est une formule gagnante, à condition que, une fois passée l'élection, les partis et singulièrement ceux de gauche "servent à quelque chose", restent articulés à ces mêmes dynamiques populaires. »

L'annonce d'Emmanuel Macron de dissoudre l'Assemblée nationale à l'issue des élections européennes a créé la stupeur. Cette décision a précipité le pays dans une roulette russe électorale et dans l'inconnu.

La troisième réflexion vise la représentation électorale. Saturée de «les Français veulent ci, les Français veulent ça», la campagne aurait certainement été très différente – plus respectueuse, moins radicalement xénophobe – si les étrangers d'origine non communautaire votaient aux élections locales.

Comment « faire politique » autrement à gauche

Il faut enfin et encore revenir sur l'alchimie qui a permis au Front national, devenu RN, de capter électoralement les colères populaires et les mobilisations revendicatives, quand bien même elles se sont développées en dehors de lui et contre son programme. Les femmes et les hommes engagés dans le long mouvement des « gilets jaunes », celles et ceux qui ont manifesté contre la réforme des retraites n'avaient pas vocation naturelle à glisser un bulletin RN dans l'urne. Le RN a indéniablement su construire une stratégie de captation à base de grandes peurs et rassurer en dénonçant des coupables à portée de main, voire de poing. Il a réussi, en se drapant dans les plis du drapeau de la « laïcité », à surmonter un tabou et à enraciner son projet en « faisant politique » avec le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Les forces de gauche ont devant elles le défi d'y opposer un travail du même ordre : exorciser ce qui effraie et promouvoir les solidarités, incarner les attentions du quotidien en s'immergeant dans des mobilisations tissées de rêves et de possibles, qu'il s'agisse de droits sociaux, de libertés démocratiques, d'élaborations alternatives. Ces ingrédients bien généraux ne font évidemment pas recette. Ils indiquent toutefois l'ampleur des chantiers à ouvrir et rappellent l'urgence de se réapproprier l'espoir. ●